CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 64.529/2
du 21 novembre 2018

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant le modèle de déclaration de mariage et le modèle de déclaration de reconnaissance, les modalités de l'expédition des documents et les modalités des mentions'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 64.529/2
van 21 november 2018

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het model van aangifte van huwelijk en het model van aangifte van erkenning, de wijze van verzending van documenten en de wijze waarop meldingen gebeuren'

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Le 24 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant le modèle de déclaration de mariage et le modèle de déclaration de reconnaissance, les modalités de l'expédition des documents et les modalités des mentions'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 novembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 novembre 2018.

*

Op 24 oktober 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van het model van aangifte van huwelijk en het model van aangifte van erkenning, de wijze van verzending van documenten en de wijze waarop meldingen gebeuren'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 november 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 november 2018.

*

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Dès lors que l'arrêté royal ne doit pas être soumis à la délibération du Conseil des ministres, une analyse d'impact n'est pas requise. La déléguée confirme d'ailleurs qu'une telle analyse d'impact n'a pas été effectuée en l'espèce.

Par conséquent, il convient de supprimer le cinquième visa du préambule.

2. À l'alinéa 6, il y a lieu de viser le 2° de l'article 84, § 1er, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, et non le 1° de cette disposition.

### DISPOSITIF

#### Article 3

À l'article 3, il convient d'écrire « et 327/1, § 2, alinéa 1er, et § 3, alinéa 2, du Code civil ».

### ANNEXE

#### Observations générales

1. Chaque modèle doit faire l'objet d'une annexe séparée et numérotée.

2. Chaque annexe d'un d'arrêté royal doit être revêtue d'un intitulé et de la même signature et les mêmes contreseings que ceux de l'arrêté, et doit être accompagnée de la formule « Vu pour être annexé à l'arrêté royal XXX » [1].

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172, formule F 4-8-1.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Modèle de déclaration de reconnaissance prénatale

1. Il ressort du futur article 50, 2°, du Code civil [2] que l'acte de reconnaissance prénatale doit notamment mentionner « le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de naissance et la *qualité* de l'auteur de la reconnaissance » (italiques ajoutés).

Il convient dès lors de compléter le modèle de déclaration de reconnaissance prénatale afin d'y faire figurer la qualité dont entend se prévaloir le déclarant. Cela pourrait tout particulièrement être utile en cas de co-maternité.

2. Le futur article 50, 3°, du Code civil [3] prévoit ce qui suit :

« L'acte de reconnaissance prénatale mentionne :

[…]

3° le consentement de la mère, en mentionnant la date, le lieu et l'autorité devant laquelle le consentement a été donné, ou l'autorité judiciaire, la date et le numéro d'identification de la décision judiciaire dans laquelle le consentement a été constaté. La décision judiciaire est jointe en annexe dans la BAEC ».

L'article 329*bis*, § 2, alinéas 1er à 4, du Code civil, tel qu'il résulte de l'article 37 de la loi du 18 juin 2018, est rédigé comme suit :

« § 2. Si l'enfant est mineur non émancipé, la reconnaissance n'est recevable que moyennant le consentement préalable du parent à l'égard duquel la filiation est établie, *ou de la mère si la reconnaissance est faite avant la naissance de l'enfant*.

Est en outre requis, le consentement préalable de l'enfant s'il a douze ans accomplis. Ce consentement n'est pas requis de l'enfant dont le tribunal estime, en raison d'éléments de fait constatés par procès-verbal motivé, qu'il est privé de discernement.

La décision est enregistrée en tant qu'annexe dans la BAEC.

*À défaut de ces consentements, le candidat à la reconnaissance cite les personnes dont le consentement est requis devant le tribunal*. Les parties sont entendues en chambre du conseil. Le tribunal tente de les concilier. S'il concilie les parties, le tribunal reçoit les consentements nécessaires. *À défaut de conciliation, la demande est rejetée s'il est prouvé que le demandeur n'est pas le père* ou la mère biologique […] ». (italiques ajoutés).

Par conséquent, les données concernant le « consentement » devraient également prévoir l'hypothèse du consentement de substitution par décision judiciaire.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

[2] Tel qu'inséré par l'article 4 de la loi du 18 juin 2018 'portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges'.

[3] Tel qu'inséré par le même article 4 de la loi du 18 juin 2018.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Modèle de déclaration de reconnaissance

1. Le futur article 41, § 2, du Code civil [4] est ainsi libellé :

« § 2. Les personnes auxquelles l'acte se rapporte, sont identifiées à l'aide du numéro d'identification attribué en application de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, ou à défaut de celui-ci, du numéro d'identification attribué en application de l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Le numéro d'identification ne fait pas partie de l'acte de l'état civil. Le chapitre 1er, section 8, ne lui est pas applicable ».

Conformément à l'article 2 de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques', lu en combinaison avec l'article 1er de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques', suite à la déclaration de sa naissance, un enfant dispose également d'un numéro de registre national et, par voie de conséquence, d'un numéro d'identification. Conformément à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 'relative à l'institution et l'organisation d'une Banque Carrefour de la sécurité sociale', un numéro d'identification autre peut également lui être attribué lorsqu'il ne dispose pas d'un numéro de registre national.

La section de législation s'interroge dès lors sur la raison pour laquelle le modèle de déclaration de reconnaissance ne reprend pas un « numéro d'identification » pour l'« enfant ».

2. Il ressort du futur article 51, 3°, du Code civil [5] que l'acte de reconnaissance doit notamment mentionner « le nom, les prénoms, la date de naissance et le lieu de naissance et la *qualité* de l'auteur de la reconnaissance » (italiques ajoutés).

Il convient, dès lors, de compléter le modèle de déclaration de reconnaissance afin d'y faire figurer la qualité dont entend se prévaloir le déclarant. Cela pourrait tout particulièrement être utile en cas de co-maternité.

3. Le futur article 51, 4°, du Code civil [6] prévoit que

« [l]'acte de reconnaissance mentionne :

[…]

4° le cas échéant, le consentement des personnes visées à l'article 329*bis*, *ou la décision judiciaire passée en force de chose jugée par laquelle le consentement de substitution ou l'autorisation de reconnaissance a été constaté, en mentionnant* :

a) le nom et les prénoms du représentant légal de l'enfant lorsqu'il a consenti à la reconnaissance ;

[4] Tel qu'inséré par le même article 4 de la loi du 18 juin 2018.

[5] Tel qu'inséré par le même article 4 de la loi du 18 juin 2018.

[6] Tel qu'inséré par le même article 4 de la loi du 18 juin 2018.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCJMW‡

b) la date, le lieu et l'autorité devant laquelle le consentement a été donné, ou l'autorité judiciaire, la date et le numéro d'identification de la décision judiciaire passée en force de chose jugée par laquelle le consentement de substitution ou l'autorisation de reconnaissance, a été constaté » (italiques ajoutés).

Par conséquent, les données concernant le « consentement » devraient également prévoir l'hypothèse du consentement de substitution par décision judiciaire. Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

*

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. Aangezien over het koninklijk besluit niet dient te worden overlegd in de Ministerraad, is geen impactanalyse vereist. De gemachtigde ambtenaar bevestigt trouwens dat een dergelijke impactanalyse in dit geval niet is uitgevoerd.

De vijfde aanhefverwijzing dient dan ook te worden geschrapt.

2. In het zesde lid hoort punt 2° van artikel 84, § 1, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, te worden vermeld, in plaats van punt 1° van die bepaling.

### DISPOSITIEF

#### Artikel 3

In artikel 3 schrijve men "en 327/1, § 2, eerste lid, en § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek".

### BIJLAGE

#### Algemene opmerkingen

1. Elk model moet in een aparte en genummerde bijlage staan.

2. Elke bijlage van een koninklijk besluit moet een opschrift krijgen, moet op dezelfde wijze worden ondertekend en medeondertekend als het besluit en moet vergezeld gaan van de formule "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit XXX".[1]

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 172, formule F 4-8-1.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Model van aangifte van prenatale erkenning

1. Uit het toekomstige artikel 50, 2°, van het Burgerlijk Wetboek[2] blijkt dat de akte van prenatale erkenning onder meer "de naam, de voornamen, de geboortedatum, de geboorteplaats en de *hoedanigheid* van de erkenner" moet vermelden (eigen cursivering).

Het model van aangifte van prenatale erkenning moet bijgevolg worden aangevuld zodat het ook de hoedanigheid vermeldt waarop de aangever zich wenst te beroepen. Dat kan in het bijzonder nuttig zijn in het geval van meemoederschap.

2. Het toekomstige artikel 50, 3°, van het Burgerlijk Wetboek[3] luidt als volgt:

"De akte van prenatale erkenning vermeldt:

(…)

3° de toestemming van de moeder, met vermelding van de datum, plaats en autoriteit voor wie de toestemming werd gegeven, of de rechterlijke instantie, de datum en het identificatienummer van de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing waarin de toestemming werd vastgesteld. De rechterlijke beslissing wordt als bijlage in de DABS opgenomen."

In artikel 329*bis*, § 2, eerste tot vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals het resulteert uit artikel 37 van de wet van 18 juni 2018, wordt het volgende bepaald:

"§ 2. Indien het kind minderjarig en niet ontvoogd is, is de erkenning alleen ontvankelijk mits de ouder ten aanzien van wie de afstamming vaststaat *of, indien de erkenning voor de geboorte van het kind gebeurt, de moeder,* vooraf daarin toestemt.

Bovendien is de voorafgaande toestemming van het kind vereist, indien het de volle leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt. Deze toestemming is niet vereist indien de rechtbank, op grond van feiten die vastgesteld zijn in een met redenen omkleed proces-verbaal, oordeelt dat het kind geen onderscheidingsvermogen heeft.

De beschikking wordt als bijlage opgenomen in de DABS.

*Bij gebreke van die toestemmingen dagvaardt degene die het kind wil erkennen de personen wier toestemming vereist is voor de rechtbank.* De partijen worden in raadkamer gehoord. De rechtbank poogt ze te verzoenen. Indien de rechtbank de partijen tot verzoening brengt, ontvangt zij de nodige toestemmingen. *Bij gebreke van verzoening wordt het verzoek verworpen als vaststaat dat de verzoeker niet de biologische vader* of moeder *is*. (…)." (eigen cursivering).

Bijgevolg zou bij de gegevens betreffende de "toestemming" ook het geval moeten worden geregeld van de vervangende toestemming via een rechterlijke beslissing.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

[2] Zoals ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 18 juni 2018 'houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing'.

[3] Zoals ingevoegd bij hetzelfde artikel 4 van de wet van 18 juni 2018.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡

Model van aangifte van erkenning

1. Het toekomstige artikel 41, § 2, van het Burgerlijk Wetboek[4] luidt als volgt:

"§ 2. De personen op wie de akte betrekking heeft worden geïdentificeerd aan de hand van het identificatienummer toegekend in uitvoering van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen of bij gebreke hiervan het identificatienummer toegekend in uitvoering van artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Het identificatienummer maakt geen deel uit van de akte van de burgerlijke stand. Hoofdstuk 1, afdeling 8, is hierop niet van toepassing."

Als gevolg van de aangifte van de geboorte beschikt een kind ook over een Rijksregisternummer en bijgevolg over een identificatienummer, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 8 augustus 1983 'tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen', gelezen in combinatie met artikel 1 van de wet van 19 juli 1991 'betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen'. Overeenkomstig artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 'houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid' kan aan het kind ook een ander identificatienummer worden toegekend wanneer het niet over een Rijksregisternummer beschikt.

De afdeling Wetgeving vraagt zich dan ook af waarom het model van aangifte van erkenning niet voorziet in de vermelding van een "identificatienummer" voor het "kind".

2. Uit het toekomstige artikel 51, 3°, van het Burgerlijk Wetboek[5] blijkt dat de akte van erkenning onder meer "de naam, de voornamen, de geboortedatum, de geboorteplaats en de *hoedanigheid* van de erkenner" moet vermelden (eigen cursivering).

Het model van aangifte van erkenning moet bijgevolg worden aangevuld zodat het ook de hoedanigheid vermeldt waarop de aangever zich wenst te beroepen. Dat kan in het bijzonder nuttig zijn in het geval van meemoederschap.

3. Het toekomstige artikel 51, 4°, van het Burgerlijk Wetboek[6] bepaalt het volgende:

"De akte van erkenning vermeldt:

(…)

4° in voorkomend geval, de toestemming van de personen bedoeld in artikel 329*bis of de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing waarin de vervangende toestemming of de machtiging tot erkenning werd vastgesteld, met vermelding van*:

a) de naam en de voornamen van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind indien deze in de erkenning heeft toegestemd;

[4] Zoals ingevoegd bij hetzelfde artikel 4 van de wet van 18 juni 2018.

[5] Zoals ingevoegd bij hetzelfde artikel 4 van de wet van 18 juni 2018.

[6] Zoals ingevoegd bij hetzelfde artikel 4 van de wet van 18 juni 2018.

‡LW-AEMSOFABD-GEFCJMW‡

b) de datum, plaats en autoriteit voor wie de toestemming werd gegeven, of de rechterlijke instantie, de datum en het identificatienummer van de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing waarin de vervangende toestemming of de machtiging tot erkenning werd vastgesteld" (eigen cursivering).

Bijgevolg zou bij de gegevens betreffende de "toestemming" ook het geval moeten worden geregeld van de vervangende toestemming via een rechterlijke beslissing. Het dispositief moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Pierre VANDERNOOT

‡LW-AEMSOFABD-GEFCIMW‡